

# Réformes Blanquer : inégalités, autorité et mépris !

**Réformes Blanquer : une profonde transformation du système éducatif**

## Réforme du lycée / du bac

L'offre de formation (spécialités, options) est très **inégal**e sur tout le territoire. Les nouvelles modalités de passage du bac consacrent la fin du bac national et ouvrent la porte à une multitude de **bacs locaux**. Le contrôle continu et les épreuves en cours d'année vont devenir synonymes de course infernale à l'évaluation sans réel temps d'apprentissage. Les élèves sont sommés de faire des choix dès la classe de 2<sup>nd</sup>e qui les enferment dans des parcours pré-déterminés, en lien avec ParcoursSup. Cette réforme va **dégrader encore davantage les conditions d'enseignement** (diminution des dédoublements, emplois du temps impossibles...).

## Loi Blanquer :

Elle consacre un **système scolaire à deux vitesses**, d'un côté les EPLEI pour l'élite, de l'autre les EPSF (retour des écoles du socle). Elle marque une transformation profonde de nos métiers en **attaquant notre liberté d'expression**, en **mettant en concurrence les personnels et les établissements** à travers de nouvelles modalités d'évaluation du système éducatif.



**Des réformes,  
une même logique !**

### → logique budgétaire

Réforme du lycée qui permet de **supprimer des postes** ; la **casse du statut** est un moyen de faire sauter le verrou pour atteindre l'objectif de 50 000 suppressions de postes dans la Fonction publique d'État.

### → logique idéologique

Dans l'éducation, institutionnaliser une **école inégalitaire, à deux vitesses**. Imposer une **Fonction publique aux ordres**, soumise à l'autorité politique.

En définitive, **consacrer un modèle social qui rompt avec les principes centraux de notre démocratie**.

**Réforme de la Fonction publique : une régression sans précédent !**

**Aujourd'hui** : Les élus du SNES-FSU, élus en décembre 2018, font aujourd'hui un travail important de vérification des projets de l'Administration pour s'assurer que **vos droits soient respectés**. Dans le projet Dussopt, **les commissions paritaires ne seront plus consultées sur aucun acte de gestion** (carrière, mutations, promotions...).

**Demain**, vous serez **seuls face à l'Administration**, sans assurance que vos droits soient examinés de manière équitable et impartiale. C'est la porte ouverte à l'**arbitraire**. Refusons ce recul sans précédent !

**Aujourd'hui** : les fonctionnaires sont sous statut, ce qui est **gage de leur indépendance**. Le fonctionnaire est un **citoyen, agent au service de l'État et non agent du pouvoir politique en place**. C'est un élément central de notre modèle social et démocratique. Le projet Dussopt prévoit un recours accru à la contractualisation

### **Demain :**

Les contractuels seraient placés **sous la coupe de leur supérieur hiérarchique direct** : c'est la porte ouverte à des multiples pressions au risque de **faire primer les intérêts privés sur l'intérêt général**, en étant soumis à l'autorité politique.

**Agissons avant qu'il ne soit trop tard !**

**Tous dans l'action pour nos métiers et la Fonction publique**

**le jeudi 9 mai !**